

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral N°DDPP-DREAL UD38-2021-02-01
du 1^{er} février 2021**

**portant prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation
environnementale relative au projet de renouvellement et d'extension de la carrière
du Peuye située sur la commune de Les Deux Alpes
et présentée par la société CMCA**

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et le livre 1^{er}, titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et les articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de demande d'autorisation environnementale, présenté le 27 mars 2019 et complété le 9 avril 2019 par la société CMCA, dont le siège social est situé 2 avenue Tony Garnier à Lyon (69363), en vue d'obtenir la prolongation et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de Les Deux Alpes ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 octobre 2020 au 6 novembre 2020 en mairie de Les Deux Alpes ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur, en date du 6 décembre 2020, remis au préfet le 7 décembre 2020 et envoyé au pétitionnaire par courrier du 8 décembre 2020 ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de Les Deux-Alpes, exprimé par délibération du 27 octobre 2020 ;

Vu les contrats de foretage, la méthode d'exploitation de la roche massive et la proposition de remise en état présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de la société CMCA ;

Vu le courrier au pétitionnaire et les propositions, en date du 25 janvier 2021, de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'aménagement, du logement et de l'environnement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère ;

Considérant que des compléments d'information sur le contrat de foretage sont nécessaires ;

Considérant qu'en application de l'article R181-41 du code de l'environnement, le délai de la phase de décision est fixé au 9 février 2021 ;

Considérant que, conformément à l'article R. 181-41 du code de l'environnement susvisé, le préfet peut prolonger le délai de la phase de décision pour une durée maximale de deux mois, lorsqu'il l'estime nécessaire, pour des motifs dont il informe le demandeur ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Arrête

Article 1 : Le délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale présentée le 27 mars 2019 par la société CMCA, dont le siège social est situé 2 avenue Tony Garnier à Lyon (69363), en vue d'obtenir la prolongation et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune des Deux-Alpes, est prorogé de deux mois.

Article 2 : Publicité

Conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Les Deux Alpes et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Les Deux Alpes pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la direction départementale de la protection des populations (DDPP), service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère (<http://www.isere.gouv.fr/>) pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 3 : Voies et délais de recours

En application de l'Article L.181-17 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du code de l'environnement :

1°) par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,

2°) par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En application du III de l'article L.514-6, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes et le maire de la commune de Les Deux Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CMCA et dont copie sera adressée au maire de Les Deux Alpes.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
La cheffe de service
signé

Annick SCHWARZ